

MISE À JOUR ÉCONOMIQUE ET BUDGÉTAIRE

Quelques nouvelles mesures pour bonifier la vision à long terme du gouvernement fédéral

FAITS SAILLANTS

- La mise à jour budgétaire déposée aujourd'hui par le ministre des Finances du Canada comporte quelques nouvelles initiatives, soit :
 - L'investissement d'un montant supplémentaire de 81 G\$ dans le transport en commun, l'infrastructure verte, l'infrastructure sociale, l'infrastructure du transport à l'appui du commerce ainsi que les collectivités rurales et nordiques.
 - La création d'une stratégie en matière de compétences mondiales, appuyée par des améliorations au système d'immigration du Canada.
 - L'établissement de la Banque de l'infrastructure du Canada, une nouvelle organisation sans lien de dépendance qui a pour objectif d'accroître les investissements dans l'infrastructure axée sur la croissance et de transformer la façon de planifier, de financer et de réaliser les projets d'infrastructure partout au Canada.
 - La création d'Investir au Canada qui emploiera une nouvelle force de vente spécialisée et de grande portée pour promouvoir le Canada et collaborer avec les entreprises à l'échelle internationale.
 - Le renforcement de l'indépendance de Statistique Canada et du directeur parlementaire du budget.
- Le coût budgétaire net de ces nouvelles mesures sera toutefois pratiquement nul au cours des prochains exercices, car elles seront financées majoritairement à partir de fonds existants du cadre financier du gouvernement fédéral ou de fonds provenant de ressources ministérielles.
- La détérioration des perspectives économiques depuis le dépôt du budget de 2016 ainsi que le coût budgétaire net des mesures annoncées au cours des derniers mois (comme la bonification du Régime de pensions du Canada, l'indexation de l'Allocation canadienne pour enfants ainsi que le plan relatif aux immigrants) se sont toutefois repercutés négativement sur les déficits anticipés pour les prochains exercices.
- Étonnamment, les déficits prévus dans la mise à jour pour les prochains exercices sont plus faibles que ceux présentés lors du budget de 2016. Ainsi, un déficit de 25,1 G\$ est maintenant projeté pour l'exercice 2016-2017, comparativement

à 29,4 G\$ dans le budget. Pour 2017-2018, le déficit attendu est maintenant de 27,8 G\$, contre 29,0 G\$ dans le budget. Cela s'explique par la disparition de la marge de manœuvre de 6,0 G\$ que le budget 2016 incorporait pour chacun des exercices et qui n'est plus prise en compte dans la mise à jour.

- En ce qui concerne la dette, l'évolution anticipée de son ratio par rapport au PIB est sensiblement la même que celle présentée dans le budget.

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL CONTINUE DE MISER SUR SON PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE

La mise à jour automnale se veut d'abord et avant tout une occasion de recalculer les paramètres budgétaires à la lumière de l'évolution récente de la conjoncture économique et de l'impact des nouvelles initiatives introduites depuis le dernier budget. Or, plusieurs difficultés ont affecté l'économie canadienne ce printemps, comme les feux de forêt en Alberta et un passage à vide des exportations. Cela a mis en évidence la fragilité de l'économie canadienne, qui pourrait bien être exacerbée par les effets négatifs que pourraient avoir les nouvelles mesures de restriction sur le crédit hypothécaire récemment annoncées par le gouvernement fédéral. Dans ces conditions, la plupart des prévisionnistes ont abaissé au cours des derniers mois leur croissance anticipée pour l'économie canadienne en 2016 et en 2017. Cela dit, la progression prévue des taux d'intérêt a aussi été révisée à la baisse pour les prochaines années, ce qui se traduira par des frais de la dette moins élevés.

Toutefois, les risques entourant les perspectives économiques canadiennes demeurent orientés à la baisse. Or, la mise à jour budgétaire présentée aujourd'hui ne comporte plus de marge de manœuvre découlant de l'ajustement des prévisions tel qu'incorporé dans le dernier budget. Si jamais les prévisions économiques devaient être de nouveau abaissées d'ici le prochain budget, il pourrait alors en résulter une augmentation plus significative des déficits projetés pour les prochains exercices.

Tableau 1 Sommaire des opérations

En G\$	Réal		Projections				
	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Revenus budgétaires	295,5	291,1	303,3	313,2	326,2	339,5	355,0
- Variation (%)	4,7	(1,5)	4,2	3,3	4,2	4,1	4,6
Dépenses de programmes	(270,8)	(291,3)	(306,5)	(313,2)	(317,2)	(326,0)	(336,5)
- Variation (%)	6,7	7,6	5,2	2,2	1,3	2,8	3,2
Frais de la dette	(25,6)	(24,9)	(24,6)	(25,9)	(28,2)	(30,3)	(33,1)
- Variation (%)	(3,8)	(2,7)	(1,2)	5,3	8,9	7,4	9,2
Solde budgétaire	(1,0)	(25,1)	(27,8)	(25,9)	(19,3)	(16,8)	(14,6)
Dette fédérale¹	616,0	642,0	669,8	695,7	715,0	731,8	746,4
- Variation (%)	0,6	4,2	4,3	3,9	2,8	2,3	2,0
En % du PIB							
Revenus budgétaires	14,9	14,4	14,4	14,3	14,4	14,4	14,5
Dépenses de programmes	13,7	14,4	14,6	14,3	14,0	13,8	13,7
Frais de la dette publique	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3
Solde budgétaire	0,0	(1,2)	(1,3)	(1,2)	(0,8)	(0,7)	(0,6)
Dette fédérale	31,1	31,8	31,8	31,9	31,5	31,0	30,4

¹ Dette représentant les déficits cumulés incluant d'autres éléments du résultat étendu.
Sources : Ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

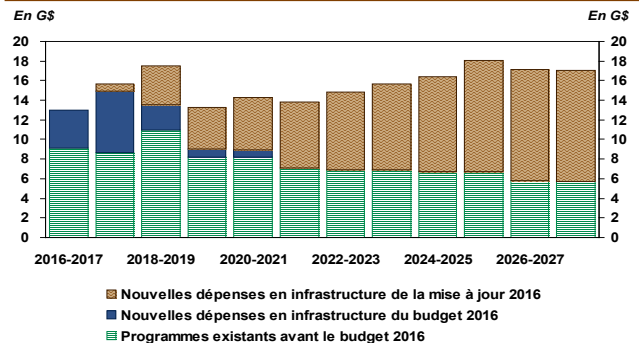
Tableau 2 – Perspectives économiques et financières au Canada

En % (sauf si indiqué)	2016p	2017p	2018p
Produit intérieur brut réel			
Budget de 2016	1,4	2,2	2,2
Mise à jour de l'automne 2016	1,2	2,0	1,8
Produit intérieur brut			
Budget de 2016	2,3	4,6	4,3
Mise à jour de l'automne 2016	1,8	4,3	3,7
Bons du Trésor – 3 mois			
Budget de 2016	0,5	0,7	1,6
Mise à jour de l'automne 2016	0,5	0,6	1,0
Obligations fédérales – 10 ans			
Budget de 2016	1,6	2,3	3,0
Mise à jour de l'automne 2016	1,2	1,6	2,1
Taux de change (¢ US/\$ CAN)			
Budget de 2016	72,1	75,9	79,1
Mise à jour de l'automne 2016	75,8	77,6	79,5

p : prévisions
Source : Ministère des Finances du Canada

En attendant, le gouvernement fédéral garde le cap. En outre, les nouvelles dépenses en infrastructure annoncées dans la mise à jour constituent une bonification du programme présenté lors du dernier budget. Par contre, l'essentiel des investissements additionnels de 81 G\$ annoncés aujourd'hui sera effectué à compter de 2018-2019, soit lorsque l'impact positif de la phase 1 du programme d'infrastructure du dernier budget aurait commencé à se renverser (graphique 1).

Graphique 1 – Plan d'infrastructure du gouvernement fédéral



Sources : Ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

Les effets à court terme de ces nouvelles dépenses seront donc pratiquement nuls.

Il ne reste maintenant plus qu'à espérer que toutes ces mesures porteront éventuellement fruit. Pour l'instant, force est toutefois de constater que l'impact positif sur la croissance économique tarde à se concrétiser. Les différents projets se mettent cependant en branle et plus de la moitié des sommes de la phase 1 du budget 2016 est actuellement allouée selon Infrastructure Canada. Le ministère des Finances demeure donc convaincu que les effets positifs sur la croissance économique commenceront à se faire sentir sous peu et que l'impact sur le PIB réel sera « largement conforme aux attentes au moment du dépôt du budget ».